



## Déclaration d'ActionAid

**David Archer**

---

ActionAid travaillera dans 5 000 communautés de 30 pays à faible revenu à l'amélioration de la qualité des écoles publiques et de la transparence des systèmes d'éducation publique – par le biais d'un suivi des budgets publics et de la concrétisation des plans de réforme du secteur éducatif sur le terrain.

Nous organiserons une formation, à l'intention de nos partenaires et des coalitions nationales, sur l'introduction d'une charte de dix droits essentiels à respecter par toutes les écoles, la collecte de rapports au niveau des districts et des citoyens sur l'état des droits à l'éducation et le suivi de l'évolution dans le temps.

Nous intensifierons le déploiement de solutions innovantes pour l'éducation des filles – sur la base des enseignements acquis dans le cadre de notre travail novateur au Ghana, Nigéria, Kenya, Mozambique et en Tanzanie – en développant de nouveaux partenariats stratégiques avec les universités nationales pour assurer une documentation et une évaluation de référence qui soient rigoureuses.

ActionAid encouragera des approches efficaces en matière d'alphabétisation des femmes, par le biais de la méthode Reflect (qui a remporté cinq fois le prix d'alphabétisation des Nations Unies au cours des huit dernières années), en documentant les interconnexions entre

l'alphabétisation des femmes et l'éducation des filles et en promouvant l'utilisation (et l'actualisation) des indicateurs internationaux d'alphabétisation des adultes.

Nous travaillerons avec des coalitions nationales et régionales de la société civile et la Campagne mondiale pour l'éducation ; nous utiliserons notre rôle au Conseil du Partenariat mondial pour obliger tous les partenaires à rendre des comptes sur la qualité de l'aide apportée à l'éducation de base, en nous appuyant sur les dix principes formulés dans le rapport « Financer l'avenir » que nous défendrons à Busan et dans d'autres actions de suivi de l'efficacité de l'aide.

Enfin, ActionAid développera un nouvel axe de travail en reliant les campagnes domestiques d'équité fiscale au droit à l'éducation et en proposant aux ministres des Finances des modèles macroéconomiques alternatifs faisant apparaître les investissements stratégiques dans l'éducation comme une composante de la solution à la crise financière, notamment par une remise en cause des visions à court terme qui dominent la politique économique actuelle et minent les investissements dans l'éducation.